



CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE DES PÉDICURES-PODOLOGUES LIMOUSIN

Bulletin d'information

Le mot du Président

Chères Consœurs, Chers Confrères,

Au début, nous avons assisté à la parution au Journal Officiel du décret promulguant le Code de Déontologie des Pédiatres-Podologues le 26 octobre 2007. Suit la mise en place des règles professionnelles identiques pour tous.

Secondairement, il s'agira de faire appliquer ces règles aux « illégaux », marginaux réfractaires, ceux qui n'ont pas ou ne veulent pas connaître les termes professionnels protégés ! Ce sera le travail du Conseil National de l'Ordre qui déléguera, après élections, aux Conseils Régionaux, une partie de ses missions.

Enfin, cette deuxième phase est en voie d'achèvement, puisque globalement, les confrères ont bien réagi.

Il reste aux CROPP, après le passage des huisiers, des avocats, et parfois par le tribunal, à régler quelques détails, dont certains ne sont pas anodins : cabinets secondaires, voire activités secondaires « oubliées », menaces ou pressions sur des confrères, des élus ou entre eux.

Mais les textes de Loi, applicables depuis octobre 2007, permettent de remettre les choses et les professionnels en bon ordre !

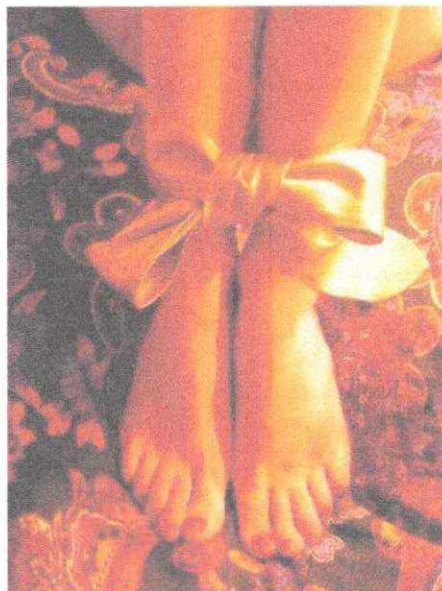
Merci à tous ceux qui ont œuvré dans le bon sens et ont compris la bonne manière d'exercer, ainsi qu'à toute l'équipe du CROPP Limousin, largement investie, sans oublier Madame Fayrac, rouage essentiel de l'organisation.

Je vous souhaite, donc, de bien terminer cette année et de prendre un bon élan pour la suivante avec de nombreux projets.

Bien confraternellement

Daniel GRAVELAT

Joyeux Noël et Bonne Année
de la part de toute l'équipe



Année 2008, n° 4

4ème trimestre
Décembre

Contact

CROPP du Limousin
7 bis rue du Général Cerez
87000 Limoges

Téléphone : 05 55 34 25 09
Télécopie : 05 55 34 45 09

Messagerie :
contact@limousin.cropp.fr

Dans ce numéro :

Les cabinets secondaires	2
Etude démographique	3-4
Mouvements en 2008	5
Que s'est-il passé depuis juin 2008	5
Réponse à une lettre anonyme	6
Courrier aux maisons de retraite	6
Budget 2009	7
Journée télésanté 2008	8

Repas entre pédicures-podologues de
Corrèze le mardi soir 3 février 2009.

Vous serez contactés très prochainement

Les Cabinets secondaires

« Le Pédiçure Podologue ne doit avoir en principe qu'un seul cabinet. » Art R. 4322-79 du code de Déontologie des Pédiçures-Podologues.

Dans notre région Limousin, il existe un nombre important de cabinets secondaire par rapport aux cabinets principaux, et ceci nous invite à cette réflexion.



Chaque cabinet doit être déclaré à l'Ordre, à la DRASS, à l'URSSAF sous peine d'être classé en cabinet illégal. L'ordre se donne alors le droit de donner l'agrément au cabinet secondaire, ou non, après avoir objectivement vérifié et sa conformité et l'opportunité de cette création.

Tous les cabinets secondaires existants avant le 28 octobre 2007, s'ils sont aux normes, et s'ils sont déclarés, sont autorisés.

C'est le CNOPP qui accorde au professionnel l'autorisation d'exercer dans son cabinet secondaire pour une durée de trois ans renouvelable, à sa demande (agrément qui peut cependant être suspendu si le cabinet se trouvait ne plus répondre aux critères de conformités). Les cabinets secondaires qui seraient créés après le 28 octobre 2007 doivent recevoir l'autorisation du CROPP pour leur ouverture, décision au cas par cas en fonction des besoins avérés de la population.

Enfin si le cabinet secondaire vient à se développer, nombre de collègue sollicite l'aide d'un collaborateur ; celui-ci exerçant à son nom, devra posséder un listing de ses propres patients au sein de la clientèle. C'est à ce moment qu'il pourrait être intéressant de favoriser l'installation des jeunes.

Le CNOPP, aidé par le CROPP a donc pour mission, à terme, de faire une étude démographique de la population, afin d'éviter la création inutile de petits cabinets en favorisant les cabinets performants et rentables.

En conclusion, la réglementation des cabinets secondaires tend vers deux buts à long terme :

- La qualité des soins apportés aux patients, dans le cadre de cabinets répondant aux normes et moyens optimums obligatoires :
- La répartition la plus harmonieuse possible sur l'ensemble du territoire avec une offre adaptée à la demande dans un souci de service maximum et de viabilité des cabinets en termes de rendements.

Cette démarche réglementaire permettra à chacun de mieux organiser et structurer son activité, dans le but d'associer à la fois : qualité de soins et carrière professionnelle.

L'intérêt, et l'obligation de déclarer les cabinets secondaires se retrouve aussi dans l'idée d'éviter conflits ou tensions ; si le cabinet est connu et reconnu, il ne peut être considéré comme sauvage, l'administration fiscale le reconnaitra et le cabinet ainsi en règle prend naturellement sa place dans la carte démographique de la profession. En partant du principe de base de cet article du code de déontologie, l'ordre souhaite à long terme adapter l'offre de soins aux besoins réels de la population. En effet, pourquoi souhaiter une multiplication des cabinets secondaires au détriment de la qualité des soins et services.

De plus si le pédiçure podologue veut assurer à ses patients une qualité optimum de soin, il peut difficilement, au regard du coût nécessaire, équiper chacun de ses cabinets du matériel qui est reconnu indispensable.

Car c'est bel et bien là l'enjeu de ces articles du code de déontologie, l'intérêt d'ouvrir des cabinets secondaires dans certaines zones. Pour le podologue et son confrère c'est une concurrence qui ne rapportera ni à l'un ni à l'autre. Passons le risque de qualité médiocre d'installation, la rentabilité, car c'est aussi un paramètre, ne justifiera peut être pas une telle proximité !

Liste des pédiçures-podologues ayant obtenu une dérogation pour trois ans

• E. BALBO	Nieul	• C. MAZIERE	Meyssac
• R. BONNIN	Le Dorat	• D. MELARD	Crocq
• C. BOUTOT	La Bachelière	• V. MONLOUP	Objat
• M. BOUTOT	Terrasson	• C. PIASER	Guéret, Ahun, Ussel
• C. CHAILLOU - DUCOURTHIAL	Chenaille	• S. PICARD	Bourganeuf
• J.L. CHEVALIERAS	Bourganeuf, Bonnat	• L. PIEN	Limoges
• C. DELPY	Saint Mexant	• P. PINCON	Boussac
• E. GALLAND	Evaux les Bains	• M. ROUGERY	Servières le Château
• S. Et M. GUILLOT	La Souterraine	• G. ROYER	Pierre Buffiere
• D. HYVERNAUD-RICHON	Oradour Sur Vayres	• C. RULMONT	Limoges
• T. ILVOAS	Chateaneuf la Forêt	• M.A. TEYSSANDIER FARGE	Allassac
• V. LAGARRIGUE	Decazeville	• J. TINTIGNAC	Meymac
• V. LOUINEAU	Couzeix	• M. VEDRENNE LACOU	Seilhac, Corrèze, Malemort

Etude sur la démographie et les implantations de cabinets en Limousin

Les chiffres peuvent être légèrement inexacts mais proviennent de la dernière enquête de l'Insee.

DEP.	VILLES	NOMBRE D'HABITANTS LORS DE L'ANNEE D'ENQUETE	CABINETS PRINCIPAUX	CABINETS SECONDAIRES	TOTAL	NOMBRE D'HABITANTS PAR CABINETS
HAUTE VIENNE	AIXE-SUR-VIENNE	5 622	2		2	2 811
	AMBAZAC	5 132	1	1	2	2 566
	BELLAC	5 280	1		1	5 280
	BESSINES-SUR-GARTEMPE	2 885	1		1	2 885
	BOISSEUIL	1 969		1	1	1 969
	CHALUS	1 636	1		1	1 636
	CHATEAUNEUF LA FORET	1 616	1	1	2	808
	COUZEIX	7 526		1	1	7 526
	EYMOUTIERS	2 453	1		1	2 453
	FEYTIAT	5 634	2		2	2 817
	ISLE	7 290	1		1	7 290
	LADIGNAC LE LONG	1 192		1	1	1 192
	LE DORAT	1 899		1	1	1 899
	LE PALAIS SUR VIENNE	5 738		1	1	5 738
	LIMOGES	135 100	23	2	25	5 404
	NIEUL	1 545		1	1	1 545
	ORADOUR SUR VAYRES	1 825		1	1	1 825
	PANAZOL	10 076	1		1	10 076
	PIERRE BUFFIERE	1 131		1	1	1 131
	RILHAC RANCON	4 029	1		1	4 029
	SAINT JUNIEN	10 062	2		2	5 031
	SAINT LEONARD DE NOBLAT	4 667	2		2	2 334
	SAINT YRIEIX LA PERCHE	7 007	2		2	3 504
TOTAL			42	12	54	
CORREZE	ALLASSAC	3 561		1	1	3 561
	ARGENTAT	3 111	1		1	3 111
	ARNAC POMPADOUR	1 281	1		1	1 281
	BEAULIEU SUR DORDOGNE	1 288	1		1	1 288
	BRIVE LA GAILLARDE	49 700	10		10	4 970
	CHAMBOULIVE	1 253	1		1	1 253
	CORREZE	1 175		1	1	1 175
	EGLETONS	4 424		1	1	4 424
	LANTEUIL	437	1		1	437
	LUBERSAC	2 233	1		1	2 233
	MALEMORT SUR CORREZE	7 019	1	1	2	3 510
	MEYMAC	3 029		1	1	3 029
	MEYSSAC	1 241		1	1	1 241
	OBJAT	3 400	1	1	2	1 700

DEP.	VILLES	NOMBRE D'HABITANTS LORS DE L'ANNEE D'ENQUETE	CABINETS PRINCIPAUX	CABINETS SECONDAIRES	TOTAL	NOMBRE D'HABITANTS PAR CABINETS
CORREZE	SAINT MEXANT	1 062		1	1	1 062
	SAINTE FEREOLE	1 581	1		1	1 581
	SEILHAC	1 724		1	1	1 724
	SERVIERES LE CHÂTEAU	678		1	1	678
	TREIGNAC	1 389	1		1	1 389
	TULLE	15 700	4		4	3 925
	USSEL	9 587	2	1	3	3 196
	UZERCHE	3 195	1		1	3 195
TOTAL			27	11	38	
CREUSE	AHUN	1 568		1	1	1 568
	AUBUSSON	4 660	2		2	2 330
	AUZANCES	1 371	1		1	1 371
	BONNAT	1 301		1	1	1 301
	BOURGANEUF	3 722		2	2	1 861
	BOUSSAC	1 412		2	2	706
	CHENERAILLES	737	2		2	369
	CROCQ	684		1	1	684
	DUN LE PALESTEL	1 121	2		2	561
	EVAUX LES BAINS	1 121		1	1	1 121
	GUERET	15 718	4		4	3 930
	JARNAGES	457	1		1	457
	LA SOUTERRAINE	5 309	1	1	2	2 655
TOTAL			13	9	22	
TOTAL LIMOUSIN			82	32	114	
Quelques données chiffrées						
DEP	SUPERFICIE (en km ²)	POPULATION (en milliers)	DENSITE (hab./km ²)	NOMBRE DE SUBDIVISIONS		
				Arrond.	Cantons	Communes
19	5 587	238	41	3	37	286
23	5 565	123	22	2	27	260
87	5 520	365	66	3	42	201
TOTAL	16 942	725	43	8	106	747

Mouvements en 2008

INSCRIPTIONS

Corrèze	Marie-Cécile LASSERRE	Guillaume MONNIER
	Caroline MARCHOU	Yoann ROSE

CHANGEMENTS ADRESSE

Haute Vienne	Baptiste GRIZON	Limoges	32 avenue du Général de Gaulle	05 55 10 10 69
Haute Vienne	Solenn PICARD	Saint Léonard de Noblat	9 rue Saint Léonard	05 55 56 18 60
Haute Vienne	Solenn PICARD et Thomas ILVOAS	Saint Léonard de Noblat	9 rue Saint Léonard	05 55 56 18 60

CESSIONS DE CABINET

Haute Vienne	Daniel GRAVELAT à Vanessa LAGARRIGUE	Limoges	7 bis rue du Général Cérez	05 55 77 13 78
--------------	---	---------	----------------------------	----------------

CREATIONS DE CABINET

Haute Vienne	Daniel GRAVELAT	Saint Junien	16 avenue Anatole France	05 55 32 57 05
Corrèze	Emmanuelle ROSENTHAL	Brive La Gaillarde	10 rue du Docteur Massena	06 20 35 94 33
Haute Vienne	Nelly VIGNANE	Bessines sur Gartempe	11 rue du 19 mars 1962	05 55 60 89 72

Que s'est-il passé depuis juin 2008

20 Juin	Inauguration du siège de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Haute Vienne
24 juin	Réunion plénière (titulaires et suppléants) : modalités et mise en place de l'observance du code de déontologie (affichage et plaques professionnelles) ; bilan des demandes de dérogation de cabinets secondaires
5 septembre	Réunion plénière (titulaires et suppléants) : réflexion sur la page régionale Limousin du site internet de l'ordre ; participation du CROPP au Dossier Identification du patient
15 septembre	Réunion du Comité de Pilotage (COFIL) dépendant de l'ARH pour la mise en place du projet « identification du patient »
26 septembre	Conférence des Présidents de CROPP à Paris.
3 octobre	Cocktail d'inauguration du CROPP Limousin avec la participation de membres d'ordres régionaux, adjoint au maire, représentant d'association d'usagers.
10 octobre	Réunion plénière (titulaires et suppléants) : commentaires sur la conférence des Présidents ; projet d'un courrier adressé aux maisons de retraite.
21 octobre	Journée Télésanté 2008 : article page 8
21 novembre	Réunion des élus à Paris : présentation de l'ordre, ses missions, les faits marquants, les commissions de travail, communications et information, présentation du nouveau site internet, actions des conseils régionaux (présentation d'initiatives régionales et partages d'expériences)
5 décembre	Réunion du Comité de Pilotage (COFIL) : présentation de la charte graphique pour l'identification du patient
5 décembre	Inauguration du siège du Conseil Régional de l'Ordre des médecins, présidé par le Docteur Michel BARRIS

Le Conseil Régional de l'Ordre des Pédicures-Podologues du Limousin a reçu en octobre dernier sa première lettre anonyme qui visait une dizaine de professionnels dont des élus. Nous pourrions prendre ceci à la légère – nous ne sommes pas les premiers et ne seront pas les derniers – et cette lettre intitulée « que l'ordre fasse du ménage (même chez ses dirigeants) » est sans doute aussi une première parmi tant d'autre. Il nous a paru toutefois nécessaire d'y répondre publiquement par le biais de notre bulletin et de rappeler certains faits aux détracteurs à venir.

« Quand aux autoclaves, ils ne sont pas encore chez tout le monde, même ceux qui font partie du réseau diabétique »

L'obligation d'autoclave est citée au niveau de la convention et ne concerne donc pas l'ordre.

«exerce en pharmacie » Dès son installation le CROPP a pris contact par téléphone ou par écrit avec ceux qui exerçaient dans des lieux commerciaux. Cette pratique, d'après les réponses transmises, ne serait plus d'actualité. Rien n'empêche toutefois une visite sur place des élus pour vérifier les conditions de travail des professionnels.

« La lecture de l'annuaire est très intéressante »

«ont droit aux caractères gras et surlignage et mentions soins à domicile et cabinet » : depuis la parution du code de déontologie en octobre 2008, toute publicité dans les pages jaunes – papier ou internet – (inscription du nom en gras, consultation à domicile par exemple) est interdite et passible d'une sanction. Ceux ayant dérogé à cette obligation ont donc reçu un courrier de mise en demeure et pu, justificatif à l'appui, expliquer cette insertion. Le CROPP s'est de même rapproché des pages jaunes pour rappeler l'interdiction de publicité

« Les cabinets secondaires existent encore » le code de déontologie est là aussi précis sur l'existence des cabinets secondaires dans son article R. 4322-79. Le maintien d'un cabinet secondaire peut être autorisé si le besoin des patients le justifie du fait d'une situation géographique ou démographique particulière. Notre article sur les cabinets

secondaires explicite un peu plus la position de l'Ordre. Ce sont effectivement les motifs exposés ci-dessus qui ont justifié la demande de maintien de tous les cabinets secondaires du Limousin.

Il convient de préciser d'une part qu'aucune demande n'a fait l'objet d'un refus par le national et d'autre part que les professionnels apparaissent sur la liste de l'ordre, à l'adresse de leur cabinet principal.

« Prochaine réunion (que va préparer, qui s'en met plein les poches) » L'argent est enfin le nerf de la guerre et certains semblent penser que les indemnités versées aux élus ainsi que les frais de transports permettent à ces derniers d'arrondir leurs fins de mois. Comme vous l'avez lu dans ce bulletin, l'ordre ne fait pas que du « ménage ». Son rôle n'est pas simplement de sanctionner les pédicures-podologues mais aussi de valoriser la profession en la représentant et en la défendant. Ces actions prennent du temps et ne sont pas toutes prises en charge financièrement par le CROPP.

Les réunions du Conseil et du Bureau se tiennent dans les locaux du CROPP à Limoges. Les indemnités pour pertes d'honoraires sont de 107 € par demi-journée en 2008. Les déplacements sont défrayés à 0,277€/km.

Il n'est pas tout d'expliquer. Il convient enfin de rappeler que l'envoi d'une lettre anonyme est une dénonciation calomnieuse, donc une infraction, qui a justifié le dépôt de plainte contre x, le 23 octobre dernier

Courant novembre, le CROPP a envoyé un courrier aux maisons de retraite et établissements recevant des personnes âgées afin de préciser le rôle spécifique des pédicures-podologues dans leurs établissements. Le souhait a été d'attirer l'attention sur la spécificité de notre mission et le risque encouru à pratiquer des soins notamment sur des patients sensibles (diabétique, artéritiques, etc.) sans la qualification nécessaire.

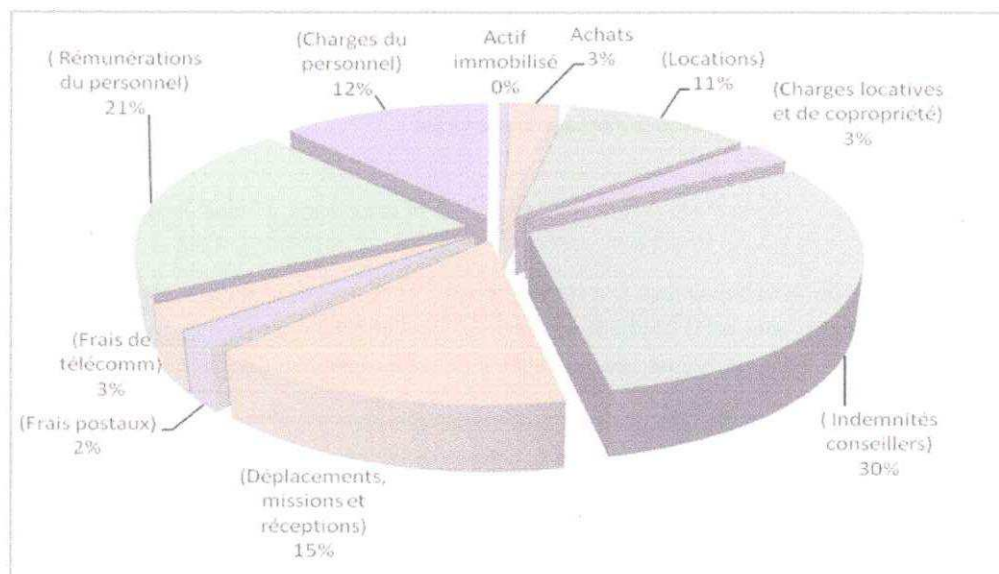
Dorénavant la profession est encadrée, les titres défendus. Il convient alors de vérifier l'appartenance du professionnel, avec qui ils envisagent de travailler, au tableau de l'ordre qui a vocation ainsi, aussi bien à la protection, l'amélioration de notre profession mais aussi à la protection sanitaire des patients.

92 établissements ont été ainsi informés par ce courrier, auquel était jointe la liste des pédicures-podologues du Limousin.



Budget prévisionnel 2009

ACTIF		PASSIF	
IMMOBILISATIONS			
Actif immobilisé	300 €		
CHARGES D'EXPLOITATION		PRODUITS D'EXPLOITATION	
60 Achats	1 400 €	Subventions d'exploitation et quotité	56 168 €
61 Services extérieurs	24 350 €	Intérêts	214 €
(613 Locations)	5 600 €		
(614 Charges locatives et de copropriété)	1 400 €		
(618500 Indemnités conseillers)	15 600 €		
62 Autres services extérieurs	12 700 €		
(625 Déplacements, missions et réceptions)	8 000 €		
(626 Frais postaux)	1 000 €		
(626 Frais de télécomm)	1 500 €		
641 Charges du personnel	17 100 €		
(641 Rémunérations du personel)	10 900 €		
(645-648 Charges du personnel)	6 200 €		
TOTAL CHARGES EXPLOITATIONS	55 850 €		
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
TOTAL DES CHARGES	55 850 €		
DISPONIBILITES			
EPARGNE	532 €		
(EPARGNE CUMULEE)	30 000 €		
TOTAL DISPONIBILITES	30 532 €		
TOTAL GENERAL	56 382 €		56 382 €



2 008 est l'année des échanges en Limousin, c'est pourquoi la **Journée Télésanté** organisée par l'association Reimp'hos le mardi 21 octobre 2008 a repris ce thème autour de sujets phares, tel que le portail Santé-Limousin Version 2 (un espace d'échange et de communication optimisé entre structures, professionnels et usagers) et la messagerie sécurisée régionale. La matinée a permis entre autre d'avoir un éclairage sur l'observatoire régional des urgences du Limousin. Vous pouvez trouver à l'adresse suivante les diaporama, vidéo et animations proposés lors de la journée : www.sante-limousin.fr/projets/journee-telesante



La messagerie sécurisée a été mise en place pour permettre des échanges sécurisés d'information entre les acteurs et établissements de santé pour la prise en charge du patient. Elle est mise à disposition des professionnels de santé et établissements de santé pour permettre l'échange de manière sécurisée de l'information : entre professionnels de santé, entre professionnels et établissements de santé, avec les projets régionaux.

Basée sur l'annuaire régional, la messagerie sécurisée mise en place depuis le mois dernier permet d'identifier rapidement et d'envoyer une information sécurisée à tout autre acteur ou établissement de la région.

L'utilisation de la messagerie sécurisée par les professionnels et les établissements de santé de la région s'effectue autour d'usages quotidiens qui ont lieu à l'échelle de la région ou des territoires de santé.

Ces usages concernent à la fois les professionnels de santé, les établissements, les réseaux de santé, les laboratoires d'analyse médicale et les projets régionaux de télésanté.

Plusieurs usages sont d'ores et déjà identifiés et sont en cours

de mise en œuvre. Ainsi par exemple messagerie sécurisée permettra à chaque professionnel de santé de recevoir automatiquement les résultats provenant des laboratoires d'analyse médicale qui concernent leur patient.

La messagerie sécurisée pourra aussi être utilisée par les professionnels agissant au sein d'un réseau tel que DIABLIM pour le partage des évaluations des patients pris en charge par le réseau. DIABLIM sera un des premiers réseaux à utiliser cette messagerie, actuellement en cours de test, avec transmission de fiches de suivi.

Les pédicures-podologues peuvent disposer de ce service dès que les réseaux de santé, établissements ou laboratoires avec qui ils travaillent, sont équipés. Il leur suffit demander leur adresse de messagerie à la cellule assistance de REIMP'HOS au 05 55 00 44 55 ou par mail à contact@assistance.sante.fr



Pour en savoir plus sur le service de la messagerie sécurisée : www.sante-limousin.fr/changer

Il semble intéressant enfin de s'attarder sur un autre chantier : l'annuaire régional des professionnels de santé du Limousin, en place depuis fin 2006, et déjà alimenté par 30 000 professionnels.

Les projets de télémédecine conduits en Limousin ont souligné le besoin de connaître l'offre de soin, ainsi que l'activité des acteurs de santé de la région. L'annuaire régional, Annulim, est né de ce constat pour permettre l'échange d'informations concernant les activités, l'offre de soins de tous les établissements et professionnels de santé du Limousin. Il recensera à l'échelle régionale : les structures des établissements de santé, l'offre de soins et de services des établissements de santé, les professionnels de santé et leurs spécialités, les activités des professionnels dans les établissements de santé, les réseaux de santé. La consultation est toutefois à l'heure actuelle restreinte par la seule application de la messagerie sécurisée.

Identification du patient

L'identification du patient constitue un enjeu majeur dans tout établissement de santé mais aussi dans les réseaux de soins. Une des raisons, pour ne citer qu'elle, est la continuité des soins qui exige de pouvoir identifier un patient dans toutes les structures impliquées (hôpitaux, cliniques, laboratoires, médecins et professionnels paramédicaux).

Tous les professionnels de la région sont concernés pour la mise en œuvre la politique régionale d'identification. Et c'est à ce titre que le Conseil Régional de l'Ordre des Pédicures-Podologues du Limousin a été appelé à participer aux travaux de celle-ci.